

Direction Générale de la Culture
et des Beaux-Arts.
Ministère de l'Education Nationale
B.P. 622 KIGALI.-

2001.X5
O
Kigali, le 20/7/1976.

A l'intention de son Excellence
Monsieur le Ministre de l'Education
Nationale.

KIGALI.-

Objet: Conclusions de la
réunion du 19/7/1976.

En date du 19 juillet 1976, Messieurs
NTIGURA Jean, Directeur général, MULISA Thomas, Directeur,
TWAGIRUMUKIZA Michel, Chef de bureau et MANIRAGABA-BALIBUTSA,
Chef de bureau ont tenu une réunion en vue de la réorganisation
du Service compte tenu du nouvel organigramme.

La réunion s'est tenue en deux séances,
notamment de 9h à 12h et de 14h30' à 17h sous la présidence de
Monsieur NTIGURA Jean. Monsieur MANIRAGABA-BALIBUTSA a été chargé
de la rédaction des conclusions de la réunion. Ces conclusions
peuvent être résumées dans les points suivants:

1° Une démarcation de la Direction générale de la
Culture et des Beaux-Arts par rapport aux autres services ministé-
riels ayant des attributions de nature culturelle tels qu'il en
existe dans le Ministère de la Jeunesse, est nécessaire. Autrement
dit, une certaine interprétation des attributions de notre
Service est inévitable. Nous avons ainsi pensé que le rôle du
Ministère de la Jeunesse en tant que s'occupant de la Culture est
peut-être d'animer et d'organiser la jeunesse en vue d'une
"production" aussi bien qualitative que quantitative mais destinée
à la "consommation culturelle" immédiate. Par contre, nous pensons
que notre Service devrait davantage viser, non seulement à faire
mieux connaître chacun des domaines de la vie nationale dans
lesquels la Culture se manifeste d'une façon privilégiée, mais
aussi de faire en sorte que leur qualité culturelle soit constam-
ment rehaussée.

2° Dans la mesure où cette interprétation est exacte, il
s'avère nécessaire de définir le plus tôt possible une politique
culturelle générale qui pourra constamment servir de cadre de
référence aux activités ponctuelles de notre Service.
A cet effet, nous avons trouvé que la meilleure façon de procéder
serait celle-ci:

Qu'un document de travail soit d'abord élaboré, lequel
document serait soumis à la discussion publique des personna-
lités censées compétentes en matière de culture, avant d'être

soumis (après modification éventuelle) à l'approbation des instances supérieures.
M. MANIRAGABA-BALIBUTSA a été chargé de préparer ce document.

3° Cependant, même en attendant que cette politique culturelle générale soit définie, nous avons trouvé que notre Service ne peut s'acquitter sérieusement de sa tâche de coordonner au niveau national les activités ayant trait à la Culture et d'assurer la promotion de celle-ci, sans qu'un minimum de conditions soit réalisé, à savoir:

- a) Que le Service soit systématiquement mis au courant de toutes les manifestations publiques présentant un intérêt culturel réel et que, dans la mesure du possible, plusieurs entrées gratuites pour chaque manifestation lui soient d'office assurées. Autrement dit, il faudrait, suivant les cas, que tous les fonctionnaires de ce Service qui contribuent organiquement à la promotion de la Culture nationale soient invités, quel que soit leur grade par ailleurs;
- b) Qu'un contact permanent de notre Service avec les sous-préfets chargés de la Culture soit établi afin que non seulement nous soyons suffisamment mis au courant de leur programme culturel mais que, selon les cas et les possibilités, nous puissions leur apporter notre collaboration;
- c) Que le département du Ministère de la Jeunesse spécialement chargé des manifestations culturelles nous tienne d'office au courant de ses programmes d'activités et qu'une consultation régulière ne puisse en aucun cas être considérée comme une ingérence. Autrement dit, il serait peut-être souhaitable qu'un modus vivendi soit convenu au moins au niveau des deux Ministres ou des Secrétaires généraux;
- d) Que, de part une disposition ministérielle, les établissements scolaires nous mettent d'office au courant de leurs programmes de manifestations d'ordre culturel (représentations théâtrales, et autres activités semblables);
- e) Qu'un centre spécial, en dehors des locaux qui abritent actuellement le Service soit mis à notre disposition, de préférence dans un site qui puisse favoriser l'imagination et la créativité. Le but de ce centre serait de nous servir de "laboratoire" ou d'"atelier culturel" dans lequel il serait possible d'élaborer des modèles visant à la perfection de la forme dans la plupart des domaines culturels rwandais. Ceci nous permettrait entre autres de préparer les programmes culturels pour les écoles, comme cela est stipulé dans l'organigramme. Un pareil centre ne devrait pas nécessairement être situé à Kigali-même ni entraîner d'énormes dépenses car il suffirait d'un certain minimum en matière d'équipement initial.
- f) Que des précisions nécessaires soient données, en ce qui concerne les deux Directions du Ministère de l'Education Nationale, à savoir celle de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique et celle de la "Recherche, Promotion et Conservation du Patrimoine culturel" qui s'occupent l'une et l'autre de la promotion de la recherche scientifique, afin d'éviter sinon des conflits, au moins les doubles emplois éventuels;
- g) Que, dans le même ordre de préoccupations, c'est-à-dire pour éviter de "faire de la Culture en l'air", il nous soit financièrement permis de constituer petit-à-petit un embryon de musée de la Direction générale de la Culture et des Beaux-Arts.

Ce petit musée spécial pourrait être constitué dans l'"atelier culturel" évoqué dans le paragraphe précédent.

h) Qu'à défaut d'un centre de documentation culturelle digne de ce nom, dont le Service devrait être doté, l'abonnement à certains journaux et périodiques nationaux ou étrangers ayant trait à la culture (nous serions prêts à en produire la liste), nous soit possible.

Rapporteur:

MANIRAGABA-BALIBUTSA.



Président:

NTIGURA Jean,

Directeur général de la
Culture et des Beaux-Arts:

